



Sommaire:

- 1-4 Vos questions: RFID
- 5-7 RFID au Royaume-Uni
- 8-11 Salubrite alimentaire
- 12-13 Tremblante Canada

POUR NOUS REJOINDRE

30 rue Malcolm
Guelph, ON
N1K 1B1

Tél:
(519) 824-6018
1-888-684-7739

Fax:
1-866-909-5360

Courriel:
jennifer@cansheep.ca

Site web:
www.cansheep.ca

Vos questions au sujet les étiquettes d'identification par radiofréquence (RFID) obligatoires

Par Dwane Morvik, Président - Fédération canadienne du mouton

J'ai discuté avec un grand nombre de producteurs depuis que la Fédération canadienne du mouton (FCM) a fait l'annonce de sa décision de retirer les d'étiquettes d'identification visuelles à l'oreille du marché en faveur des étiquettes d'identification par radiofréquence (RFID) obligatoires.

J'ai expliqué aux producteurs qu'il y a plusieurs facteurs qui ont mené à la prise de cette décision, telle que la demande du gouvernement fédéral pour une traçabilité obligatoire d'ici 2011. La FCM croit que la technologie RFID est le meilleur système actuellement disponible pour procurer la traçabilité et elle offrira des avantages pour les producteurs et les intervenants.

Dans cet article, j'aimerais répondre à certaines questions qui m'ont été posées au cours de mes discussions avec les producteurs. Je ne pourrais aborder toutes vos questions ici, mais n'hésitez pas à me contacter pour toutes autres questions. Vous pourrez lire d'autres articles sur la technologie RFID dans les prochaines éditions de From the Flock, en plus du bulletin mensuel de la FCM Points de vue.

QUESTION 1

Pourquoi n'est-il plus possible d'utiliser nos étiquettes actuelles? Pourquoi les étiquettes RFID sont-elles le seul choix possible?

Il y aura certaines limitations si nous allons de l'avant avec un système national de traçabilité en utilisant les étiquettes actuelles non-RFID. Le seul vrai avantage d'utiliser les étiquettes en acier du PCIM se trouve dans le prix, c'est tout. D'autres options telles que l'identification par lot ou par groupe ont été envisagées, mais cette option n'est pas réalisable en raison du faible nombre d'agneaux dans l'industrie. Les étiquettes RFID sont plus efficaces et minimisent les erreurs. De plus, pour les intéressés, la technologie RFID nous permet également d'améliorer la gestion de la production et l'efficacité sur nos fermes.



QUESTION 2

Puisque la taille moyenne d'un troupeau est de 50 brebis, ne serait-il pas préférable d'évaluer une technologie mieux adaptée à cette taille d'exploitation?

Selon le recensement réalisé en 2006, la taille moyenne du troupeau canadien est de 99 brebis. La FCM évalue présentement les tailles de troupeaux – de 72 à 5000 têtes – dans le projet pilote national de RFID. Nous avons fait une demande de financement additionnel, et si approuvé, nous cherchons à augmenter le nombre de producteurs ovins participants au projet et nous désirons inclure plus de petits troupeaux.

QUESTION 3

Combien me coûtera d'implanter la technologie RFID sur ma ferme?

Les producteurs peuvent prendre diverses approches lorsque vient le temps d'adopter les systèmes de gestion RFID. À compter du 1er janvier 2012, la seule chose qu'un producteur devra faire est de changer les étiquettes (et les étiqueteuses) qu'ils achètent pour des étiquettes RFID. Les étiquettes Shearwell data set sont 1.80 \$, les étiquettes Allflex à bouton sont 2.98 \$ et la paire d'étiquettes Allflex (étiquette à bouton + étiquette à dangle) sont 3.48 \$.

La FCM vient de compléter une brochure technique qui décrit les coûts et facteurs que les producteurs doivent considérer lorsqu'ils prennent des décisions quant au choix d'étiquettes. La brochure est disponible à la FCM. De plus, la FCM évalue d'autres options d'étiquettes moins dispendieuses pouvant servir à titre d'étiquettes pour l'expédition auprès des producteurs vendant de l'agneau de boucherie localement ou pour l'expédition de grands lots d'agneaux d'engraissement.

QUESTION 4

En tant que producteur, comment est-ce que les étiquettes RFID peuvent mettre plus d'argent dans mes poches?

Les étiquettes RFID offrent ce que les intervenants exigent de notre part afin que nous puissions continuer à produire de l'agneau dans un système alimentaire en évolution constante et de plus en plus exigeant. Pour certains producteurs, l'implantation d'étiquettes RFID obligatoires entraînera un coût de production additionnel. Pour l'ensemble de l'industrie toutefois, ces étiquettes aideront les producteurs à maintenir les marchés. Grâce à un enregistrement de données plus facile et plus rapide, la mise en œuvre de systèmes RFID aiderait possiblement les producteurs à améliorer la productivité de leurs troupeaux en éliminant les brebis et agneaux à faible performance. La FCM est déterminée d'adopter le système le plus économique pour permettre aux producteurs de bénéficier des décisions de gestion améliorées basées sur l'information que procure un système RFID. Vous entendrez parler davantage sur ce sujet dans les semaines et les mois à suivre par le biais de notre projet pilote de RFID.



QUESTION 5

Comment est-ce que la technologie RFID contribuera à la viabilité de notre industrie?

Une fois mise sur pied, la technologie RFID sera d'un immense avantage pour notre industrie. Nous aurons un système de traçabilité efficace qui nous permettra de répondre rapidement et efficacement à de possibles impacts nuisibles occasionnés par les maladies animales d'origine étrangère, en plus d'enjeux à la salubrité alimentaire pouvant menacer notre industrie. Le système RFID a également le potentiel d'améliorer l'efficacité productive de l'élevage du mouton et la productivité, donnant aux producteurs l'occasion de répondre à la demande du marché national, qui a un grand appétit pour l'agneau canadien.

QUESTION 6

Les défis potentiels qu'engendreraient les étiquettes RFID obligatoires auprès des petits producteurs ont-ils été dûment pris en considération dans la décision d'adopter cette technologie?

Les petits producteurs sont vitaux pour l'Industrie canadienne du mouton, et la FCM prend toutes les mesures possibles pour assurer que la transition vers les étiquettes RFID obligatoires ait une incidence minimale sur les petits producteurs. Il n'y a actuellement pas de systèmes d'identification répondant à tous les besoins des producteurs, sans tenir compte du type de bétail qu'ils produisent. Nous avons toutefois besoin de traçabilité à tous les niveaux de l'industrie pour répondre aux besoins des intervenants – les consommateurs, les détaillants, les transformateurs et le gouvernement. J'encourage également les producteurs de voir la technologie RFID comme une occasion plutôt qu'un coût – une occasion d'améliorer votre gestion de production et de tirer avantage des décisions améliorées de gestion.

QUESTION 7

Les producteurs auraient-ils pu être consultés davantage relativement à la décision d'adopter les étiquettes RFID obligatoires?

La FCM est structurée pour représenter les intérêts de tous les producteurs canadiens. Notre Conseil d'administration est composé de producteurs d'un bout à l'autre du pays qui représente les organismes provinciaux qui constituent la FCM. Il est difficile pour les membres du conseil d'administration de la FCM de consulter tous les producteurs au Canada sur chaque enjeu, mais le conseil et les associations provinciales ont travaillé fort sur la question de la traçabilité et nous croyons que notre décision est fondée sur une grande compréhension des besoins de nos producteurs, des intervenants de l'industrie et des demandes des consommateurs. Malheureusement, il n'y a pas de peinture unique, mais le système de gestion RFID est la meilleure option pour répondre aux besoins clés de l'industrie ovine en ce moment.



QUESTION 8

Que dois-je faire avec mon inventaire actuel d'étiquettes?

La FCM est au courant que plusieurs producteurs ont des inventaires d'étiquettes. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il était important d'informer les producteurs relativement à la décision de retirer ces étiquettes du marché le plus tôt possible. Les producteurs auront jusqu'à la fin de l'année 2012 pour utiliser leurs étiquettes non-RFID. Les animaux dotés des étiquettes non-RFID seront acceptés aux abattoirs ou au PCIM à titre d'étiquettes officielles jusqu'au 31 décembre 2012. Après cette date, tous les moutons et agneaux doivent être dotés d'une des deux étiquettes officielles RFID du PCIM – l'étiquette Allflex à bouton ou l'étiquette Shearwell Data SET.

QUESTION 9

La FCM ne devrait-elle pas encourager davantage l'agriculture locale qui permet aux producteurs de maintenir le contrôle de leur production?

L'agriculture locale est une réussite en grande partie parce qu'elle adresse les enjeux de traçabilité; les consommateurs savent et voient d'où proviennent leurs aliments, et c'est rarement un problème ou un enjeu. Dans un pays de la taille du Canada, un agneau pourrait brouter dans un pâturage d'Alberta le lundi, et se trouver dans l'assiette d'un café de Toronto le samedi soir suivant. Avec les étiquettes RFID obligatoires, nous aurons maintenant la possibilité de fournir la même traçabilité pour les marchés locaux et nationaux afin de maintenir et de développer tous nos marchés. La technologie RFID répond non seulement aux besoins des utilisateurs, mais offre également une sécurité pour l'industrie alimentaire en procurant un historique sur notre produit, l'agneau.

Le financement pour cette initiative provient d'Agriculture et Agroalimentaire Canada avec l'aide de l'Initiative canadienne intégrée de salubrité des aliments du programme Cultivons l'avenir.

Cultivons l'avenir 



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Producteur ovin du Royaume-Uni et les étiquettes RFID

Jennifer MacTavish, directrice générale de la Fédération Canadienne du Mouton

À l'heure actuelle, les producteurs canadiens expriment leurs inquiétudes quant à la rentabilité de leurs exploitations, surtout à la lumière de la récente annonce du projet d'adoption d'étiquettes RFID (identification par radiofréquence) obligatoires à compter du 1er janvier 2012. Ces inquiétudes sont partagées par des producteurs du monde entier, et c'est lors du Alberta Sheep Field Days en juillet dernier que Peter Baber a abordé ce sujet lors de sa présentation auprès de producteurs ovins.

Baber, un producteur ovin du Royaume-Uni, élève jusqu'à 1400 brebis, et 1100 d'entre elles sont complètement enregistrées. Sur des terres qu'il loue à dix locataires différents, Baber fait l'élevage de brebis commerciales et de brebis pédiées dont les performances sont enregistrées. Son troupeau consiste de moutons Suffolks, Texels, Frieslands et d'Exlana.

Selon sa philosophie agricole, les moutons doivent être rentables, citant « qu'ils ne sont pas un passe-temps. Je fais l'élevage de moutons pour gagner ma vie ». Afin d'assurer la rentabilité, Baber vise à augmenter les extrants et à réduire les intrants. Augmenter les extrants signifie une augmentation de la valeur et du volume. Pour augmenter la valeur, il se concentre sur l'amélioration de la qualité des carcasses et sur la différenciation entre le bétail de reproduction et de bétail destiné à l'abattoir. Pour augmenter le volume, il se concentre à hausser le nombre d'agneaux vendus par brebis, le poids des agneaux et le nombre de brebis.

Pour réduire les intrants, Baber s'efforce à élever des moutons dont la gestion est simple et qui nécessitent le moins d'interventions

possible. Cela signifie une assistance minimale lors de l'agnelage, aucun antibiotique routinier, aucune alimentation complémentaire (au Royaume-Uni, il y d'excellents pâturages et agneaux au mois de mai contrairement aux difficultés rencontrées dans l'Ouest canadien pendant cette même saison), et un drogage minimal. Pour que ceci soit réussi par contre, le troupeau doit être continuellement surveillé et une tenue précise des dossiers doit être effectuée. Les dossiers sont une composante intégrale quant à la prise de ses décisions, et comprennent des registres sur : l'accouplement, les traitements non routiniers (p.ex. le drogage), le poids (à 8 et 20 semaines, et lors de l'accouplement) et l'agnelage (facilité d'agnelage). Dans le passé, Baber a fait l'essai d'encoche à l'oreille, d'étiquettes de couleur, de carnets de notes et maintenant, il utilise l'identification électronique.

Au Royaume-Uni, tous les moutons âgés de plus de 12 mois doivent être identifiés au moyen d'étiquettes RFID. Les producteurs peuvent toutefois vendre des agneaux directement à l'abattoir sans étiquettes RFID. Chaque fois qu'un producteur introduit un animal sur une ferme au Royaume-Uni, il doit enregistrer l'endroit d'où provient l'animal. Au cours de sa présentation au sujet de la technologie RFID, Baber a affirmé que lorsqu'il a été mis en contact avec cette technologie pour la première fois, il était raisonnablement cultivé en informatique, et bien qu'il sache comment utiliser un téléphone cellulaire, il détestait en acheter un nouveau. Mais encore, il y avait tout de même une courbe d'apprentissage et il lui a fallu un certain temps pour se familiariser avec la technologie.



Producteur ovin du Royaume-Uni

Il a même souligné que lorsqu'il s'est joint à un essai RFID au Royaume-Uni, il continuait d'utiliser un système manuel en même temps que le système électronique jusqu'à ce qu'il fasse entièrement confiance au nouveau système; cette période dura 6 mois.

Baber a présenté les avantages de l'identification électronique comme un outil de gestion permettant d'améliorer les tâches effectuées à la ferme, ou comme un outil de sélection lors de la reproduction. Par exemple, l'identification électronique permet au producteur d'effectuer diverses tâches lors de l'échographie, dont la pesée et l'état corporel, ainsi que l'assignation à un groupe particulier. Le système offre également la possibilité d'évaluer et de comparer la production des brebis basée sur le nombre d'agneaux vendus, ce qui signifie qu'un producteur peut éliminer les brebis à faible performance.

Les systèmes RFID permettent également à Baber de sélectionner ou de trier les animaux lorsque vient le temps de les séparer en groupes selon les lignées de reproduction, le reproducteur, le poids, le sexe, ou s'ils sont des animaux de réforme. À l'agnelage, le système permet aux producteurs d'identifier automatiquement la brebis et de tenir des dossiers sur l'agnelage ou l'instinct maternel de la brebis, y compris la facilité d'agnelage, le rendement laitier à la naissance, la vigueur de l'agneau et les capacités maternelles. Lors de la pesée des animaux, les producteurs peuvent voir combien de poids ont pris leurs agneaux, ce qui leur permet de mieux prévoir la date à laquelle ils seront prêts à être expédiés. La collecte de données est maintenant rapide, précise et plus économique, surtout si les producteurs calculent leurs temps.

Cela dit, il a aussi clairement indiqué que pour pouvoir utiliser les registres dans le but d'améliorer la qualité des carcasses au moyen d'étiquettes RFID, les producteurs doivent avoir la coopération des abattoirs. Les transformateurs doivent être prêts à verser une prime et des pénalités pour la qualité de l'agneau. Le problème au Royaume-Uni toutefois est que plusieurs abattoirs hésitent de faire ceci parce qu'ils ne peuvent se permettre que les producteurs approvisionnent une autre entreprise de conditionnement.

Avantages financiers

Avant l'écllosion de la fièvre aphteuse au Royaume-Uni en 2001, le secteur ovin était rentable et autosuffisant dans la production d'agneaux. Pendant les années 1990, le coût moyen du prix de carcasse pour un agneau était de 1.60 \$-1.80 \$/lb. Après 2001 toutefois, le nombre de brebis et la rentabilité de l'industrie ont tous deux été en baisse.

Baber a dit que même si les prix sont élevés à l'heure actuelle (moyennant tout récemment 4.80 \$ CA/lb), la valeur faible de la livre sterling nuit au commerce avec l'Union européenne (UE). Une livre faible engendre des prix élevés et la capacité d'augmenter les exportations, mais les producteurs doivent également faire compétition avec les importations.

Tout comme le marché canadien, la population ethnique croissante au Royaume-Uni est un marché important pour l'agneau et les vieilles brebis, ainsi qu'une population de brebis en baisse à travers l'UE. Il y a dix ans, l'industrie était autosuffisante, produisant 360 000 tonnes d'agneaux issus de 20 millions de brebis, même si elle exportait près d'un tiers de cette production et importait de l'agneau de la Nouvelle-Zélande.



Producteur ovin du Royaume-Uni

Les estimations actuelles indiquent que le troupeau national du Royaume-Uni se chiffre à 14.5 millions de brebis. Même avec la forte hausse des prix, le producteur moyen au Royaume-Uni perd environ 7.00 \$ par brebis avant qu'il puisse se payer. Ceci est en comparaison aux premiers 1/3 des producteurs EBLEX qui font un profit approximatif de 40 \$ par brebis. Les subventions de l'UE sont le seul moyen pour aider la majorité des producteurs de rester à flot.

Depuis la mise en œuvre du système RFID sur sa ferme, Baber estime qu'il a économisé 2400 \$ à 3200 \$ CA au cours cette période seulement. De plus, ses extrants agricoles ont augmenté d'environ 1 % par année, estimé entre 0.81 \$ et 1.62 \$ CA par brebis, par année. Précisant qu'il s'agit de gains cumulatifs, il estime que les avantages nets relativement à son utilisation de la technologie RFID sont de 4000 \$ à 4800 \$ CA dans la première année, et qu'ils continuent de s'accroître.

EBLEX est un organisme pour les producteurs de bœufs et d'agneaux en Angleterre. L'organisme vise à augmenter la rentabilité et la viabilité des domaines du bœuf et de l'agneau anglais.



La salubrité des aliments à la ferme – un mouvement international!

Par Barb Caswell, Coordonnatrice nationale intérimaire, salubrité des aliments à la ferme

Source: Meat and Livestock Australia Livestock Production Assurance Program, <http://www.mla.com.au/Meat-safety-and-traceability/On-farm-assurance/LPA>, site Internet visité le 3 août 2010.

Certains d'entre vous devez vous demander « Pourquoi le Canada est si persistant au sujet de la salubrité des aliments à la ferme? ». Bien que de nombreux producteurs sur le plan international n'ont pas rendu la salubrité des aliments à la ferme obligatoire, ils ont reconnu qu'il s'agit d'un souhait exprimé par les consommateurs. Je n'ai pas utilisé le terme « demande », puisque demande implique que le consommateur est prêt à débours des coûts additionnels, ce qui n'est pas toujours le cas lorsqu'il est question de la salubrité des aliments (du moins pour l'instant). Cependant, la Fédération canadienne du mouton a réalisé que la salubrité des aliments est un sujet auquel le consommateur s'intéresse et s'informe, en plus d'être l'objectif principal de la plupart de nos plus grands concurrents.

Regardons tout d'abord localement. Au Canada, presque tous les producteurs de denrées d'origine animale ont développé, ou sont en train de mettre sur pied des programmes de salubrité alimentaire à la ferme. Quelques produits soumis à la gestion de l'offre ont même rendu obligatoires les programmes de salubrité des aliments à la ferme dans certaines provinces. Les bovins laitiers et la volaille (p.ex. le poulet – à griller, de reproduction – les producteurs d'œufs d'incubation, les producteurs d'œufs de consommation et le dindon) ont tous des programmes de salubrité alimentaire à la ferme développés par des organismes nationaux de producteurs. La majorité des produits non soumis à la gestion de l'offre ont également des programmes volontaires de

salubrité des aliments à la ferme disponibles pour leurs producteurs. Ceci comprend les moutons, les bœufs, les chèvres, les bisons, l'aquaculture, les porcs et les veaux. Les programmes de salubrité des aliments à la ferme ont été reconnus par l'industrie comme un moyen nécessaire pour assurer la sécurité du consommateur, et ces programmes ont l'appui des gouvernements fédéraux et provinciaux par le développement de divers programmes de financement pour leur développement et leur mise en œuvre.

À part la capacité d'assurer la sécurité du consommateur, le besoin d'avoir des programmes de salubrité des aliments à la ferme au Canada a été rendu nécessaire par l'obligation de demeurer compétitif dans le marché mondial. Récemment, l'Industrie canadienne du mouton s'est concentrée sur sa croissance dans le but de capter une plus grande part de notre marché national. À la différence de denrées telles que le bœuf et le porc, le besoin actuel pour la salubrité des aliments à la ferme ne réside pas dans l'accès aux marchés internationaux, mais dans la compétition avec les pays importants de l'agneau au Canada. Des pays tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont tous des formes variées de programmes de salubrité des aliments à la ferme mis en place. Les transformateurs canadiens, sous l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ont depuis longtemps été exigés d'instaurer des programmes de salubrité alimentaire à la ferme basés sur le modèle d'Analyse des dangers et maîtrise des points critiques (HACCP). Tout comme notre propre programme fondé sur HACCP, une partie de ce système tente d'assurer des intrants sûrs.



Un mouvement international

Tandis que l'implémentation de programmes de salubrité des aliments s'accroît, les transformateurs auront une plus grande capacité à « sélectionner » les intrants pouvant répondre à des exigences semblables relativement à la salubrité des aliments. Un programme de salubrité des aliments implanté aujourd'hui peut être l'élément clé pour maintenir la part du marché croissante que nous obtiendrons dans le futur.

Sur ce, j'ai voulu profiter de cette occasion pour regarder de près notre Programme de salubrité des aliments à la ferme afin de le comparer à l'un des programmes de salubrité des aliments à la ferme d'un de nos principaux compétiteurs. Une partie de cet article se veut un effort un effort réfléchi pour vous informer que dans le développement de notre programme, la FCM est se tient au courant des programmes développés par nos compétiteurs, et qu'il est important lors de la création de notre programme que nous ne créons pas de dépenses inutiles et une perte d'efficacité de la part des producteurs canadiens. La plupart des programmes sont décrits sur les sites internet de denrées d'origine animale.

Les producteurs australiens utilisent le Livestock Production Assurance (LPA) Scheme, créé par le Livestock and Meat Council of Australia, comme un moyen pour vérifier l'information relativement à la salubrité des aliments que doivent fournir les producteurs aux acheteurs. La norme de salubrité des aliments du LPA consiste d'un module de gestion de la salubrité des aliments, divisé en cinq points :

1. L'évaluation des risques quant à la propriété – pour assurer que les animaux d'élevage ne sont pas exposés à des lieux pouvant être contaminés par substances chimiques persistantes.
2. Le traitement sécuritaire et responsable des animaux – pour assurer que les

animaux d'élevage n'ont pas des niveaux inacceptables de produits chimiques ou ne présentent pas de dangers physiques.

3. Les stocks alimentaires, les cultures fourragères, les traitements de grains et de pâturages – pour assurer que les animaux d'élevage ne sont pas exposés à des aliments contaminés par des produits animaliers et des quantités inacceptables de résidus chimiques.
4. La préparation et la répartition des animaux d'élevage – pour assurer que le bétail expédié est en forme, non indûment stressé et que la contamination est minimisée pendant le chargement et le transport.
5. Les transactions et les déplacements des animaux - pour assurer que les déplacements d'animaux d'élevage peuvent être suivis si nécessaire, et que le statut stipulant leur niveau de résidus chimiques et de salubrité des aliments les accompagnent.

Même si la structure du programme n'est pas exactement pareille, j'ai immédiatement réalisé la familiarité entre les points abordés dans le LPA et les sections du Programme de pratiques de salubrité des aliments à la ferme (PPSAF). Les points énoncés ci-dessus représentent les normes et les résultats associés pour assurer un produit sécuritaire. Les résultats du LPA seraient comparables aux enjeux concernant la salubrité des aliments que nous avons abordés dans le Programme de pratiques de salubrité des aliments à la ferme, à l'exception que dans le LPA, un résultat représente les conditions sécuritaires, tandis que dans le Programme PPSAF, les préoccupations concernant la salubrité des aliments identifient les conditions dangereuses.



Un mouvement international

Le LPA fournit un livre guide qui explique les exigences que vous devez suivre et les manières pratiques de les traiter. Ceci représenterait les bonnes pratiques de production. Une liste est fournie pour permettre aux producteurs de cocher chaque point qui s'applique à leur ferme alors que le programme est mis en œuvre. À la fin de chaque exigence, l'information est répétée sous forme d'une liste indiquant la documentation nécessaire. Voici un exemple précis pour démontrer comment ces exigences se comparent à notre programme.

Prenons par exemple le deuxième point de la section « Traitements sécuritaires et responsables des animaux ». Le résultat visé par ce point est l'implantation de systèmes pour assurer que les traitements sont administrés de manière sécuritaire et responsable afin de minimiser le risque de résidus chimique et de dangers physiques. L'exigence stipule que le producteur doit :

- Embaucher un personnel qualifié
- Suivre les directives « légales » inscrites sur une étiquette ou une prescription
- Tenir des dossiers des traitements administrés

Le dossier des traitements fourni avec le programme regroupe beaucoup d'information que vous trouveriez dans notre dossier de traitement de produits animaux et dans notre inventaire d'aliments médicamenteux. La section « Façons de démontrer la conformité » précise davantage les points ci-dessus :

- Embaucher un personnel qualifié
- Avoir un certificat de l'utilisateur actuel
- La contention appropriée
- La lecture des étiquettes
- La précision de l'équipement
- L'entreposage et la destruction

Suite à la lecture de toutes les exigences de ces deux sections, elles sont extrêmement semblables et traitent des mêmes sujets que la majorité des bonnes pratiques de production se trouvant dans la Section A1 – Produits de santé animale – de notre Programme PSAF, y compris les exigences relativement à la tenue de dossiers.

Si nous examinons davantage la section suivante du programme, soit les aliments, il y a encore des similitudes avec les points identifiés comme étant importants :

- La formation pour administrer des aliments de bétail médicamenteux
- L'entreposage de produits chimiques
- L'usage approprié des produits chimiques utilisés pour traiter les aliments et les pâturages
- L'identification et l'entreposage des aliments
- La tenue de dossier sur le traitement des pâturages
- Le maintien des factures d'aliments

Bien qu'il s'agit seulement de quelques exemples de diverses activités ou de bonnes pratiques de production abordés par le programme LPA concernant les stocks alimentaires, les cultures fourragères, les traitements de grains et de pâturages, la plupart, sinon toutes ces pratiques sont semblables à celles de la section A2 – Aliments, eau et litière – et la section A4 – Gestion à la ferme – du Programme PSAF. Alors que ma revue du programme m'a menée jusqu'à lire tout le manuel fourni aux producteurs pour l'implémentation du programme LPA, les exemples que j'ai donnés démontrent les ressemblances entre les deux programmes. Contrairement aux différences entre la



Un mouvement international

production du Canada et de l'Australie, l'identification des menaces pour la salubrité qui peuvent exister à la ferme a mené les industries à identifier plusieurs des mêmes menaces.

Si vous désirez en lire davantage sur le Livestock Production Assurance Program, je vous encourage d'aller visiter le site Internet de Meat and Livestock Australia. Dans la compétition avec les producteurs australiens pour une part de notre marché national, j'espère que les producteurs trouvent rassurant de savoir que notre programme actuel est semblable aux programmes en train d'être mis sur pied par des producteurs ailleurs dans le monde, et que ceci vous encouragera à nous aider à concentrer nos efforts pour instaurer ce programme sur nos fermes, comme le font nos compétiteurs. Espérons que dans le futur, nous pourrions de temps à autre aborder certains des programmes de salubrité des aliments utilisés par nos compétiteurs pour vous tenir au courant de ce qui se passe ailleurs, en plus de vous montrer que la FCM travaille pour créer un programme d'une valeur marchande égale ou supérieure pour les producteurs de moutons et d'agneaux du Canada.

Le financement pour cette initiative provient d'Agriculture et Agroalimentaire Canada avec l'aide de l'Initiative canadienne intégrée de salubrité des aliments du programme Cultivons l'avenir.

Cultivons l'avenir 



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada



Le nouveau projet de Tremblante Canada

Courtney Denard, Coordinatrice nationale de projet sur la tremblante

Tremblante Canada est fière d'annoncer le début officiel de son prochain projet.

Dirigé par l'industrie, ce projet durera trois ans et soutiendra le développement et la mise sur pied d'une Étude nationale de la prévalence de la tremblante et appuiera le prolongement du Programme volontaire de certification des troupeaux à l'égard de la tremblante (PVCTT).

L'Étude nationale de la prévalence de la tremblante

L'objectif de l'Étude nationale de la prévalence de la tremblante est de déterminer la prévalence de la tremblante chez les troupeaux de moutons canadiens. Le troupeau national de la chèvre n'est pas inclus dans la section prévalence de l'étude à ce moment, mais des promoteurs de projet travaillent de concert avec l'industrie pour assurer leur inclusion à une date ultérieure.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), partenaire du projet, fera la collecte et testera 15 000 échantillons de cerveaux et de ganglions lymphatiques provenant de moutons matures (âgés de plus d'un an) détruits dans des abattoirs à travers le Canada. La taille de l'échantillon est basée sur un pourcentage valide du troupeau de brebis du Canada en date de l'année 2008.

L'intention est de représenter avec exactitude la répartition géographique de la population ovine au Canada. Ainsi, toutes les grandes installations et la majorité des installations d'abattage de taille moyenne sont incluses dans le projet.

Les échantillons seront collectés à partir de différents abattoirs à de différentes journées, lieux et dates qui seront déterminés aléatoirement. Les résultats de l'étude seront compilés par l'ACIA et analysés avec l'aide d'experts de l'Université de Guelph.

Une fois l'étude de prévalence complétée, la Fédération canadienne du mouton (FCM) prévoit établir un échéancier précis stipulant le moment où la tremblante sera éradiquée du Canada. Une fois l'éradication réussie, l'OIE exige une période de surveillance pendant sept ans avant que le Canada puisse se déclarer exempt de tremblante.

Le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a déjà réalisé une étude de surveillance nationale de l'abattage et a établi la prévalence nationale et régionale de la tremblante. Les États-Unis ont mis sur pied la première phase de leur programme national accéléré d'éradication de la tremblante en 2001 et travaillent afin d'être reconnus comme étant exempt de tremblante d'ici 2017. Les Industries canadiennes du mouton et de la chèvre travaillent dans le but de s'harmoniser avec les États-Unis sur les enjeux relativement à la tremblante afin d'éliminer les barrières commerciales actuelles. La réalisation de l'étude de la prévalence de la tremblante et la progression vers l'éradication la tremblante sont des moyens conformes à la stratégie présentement entamée par les États-Unis.



Tremblante Canada

Le Programme volontaire de certification des troupeaux à l'égard de la tremblante

Le prolongement du PVCTT permet aux troupeaux élités du Canada d'obtenir le statut et la reconnaissance internationale comme étant des installations exemptes de tremblante. Dans le futur, ces troupeaux peuvent être reconnus internationalement comme étant un compartiment exempt de tremblante avant l'éradication complète de la tremblante au Canada.

Les producteurs canadiens de moutons et de chèvres participants à ce programme doivent travailler avec un vétérinaire accrédité, doivent cesser d'introduire des animaux provenant de l'extérieur dans leurs troupeaux et doivent compléter une surveillance annuelle de la tremblante. La participation au PVCTT devrait également permettre aux producteurs d'accéder à des partenaires commerciaux internationaux, dont les États-Unis.

Les nouvelles subventions suivantes seront versées aux producteurs participants :

- 100 \$ par années seront alloués pour rembourser les frais de la visite annuelle d'un vétérinaire pour effectuer l'inventaire.
- Les tests aux cerveaux pour dépister la tremblante (à des laboratoires désignés) seront payés par le programme.
- 100 \$ seront alloués pour faire venir un vétérinaire à la ferme afin qu'il retire un échantillon du cerveau pour le dépistage de la tremblante.
- 20 \$ seront alloués pour chaque envoi d'échantillons de cerveaux à des laboratoires désignés.

Le financement sera également alloué pour l'administration, les communications et la promotion du projet.

Avantages pour l'industrie :

Tel que mentionné ci-dessus, la réalisation d'une Étude nationale de la prévalence de la tremblante et le soutien continu du PVCTT permettent au Canada de progresser vers l'éradication de la tremblante et de continuer à s'harmoniser avec les États-Unis afin de retirer les barrières commerciales actuelles.

L'éradication complète de la tremblante permettra à l'agriculture canadienne, au gouvernement et aux industries d'économiser des millions de dollars. Des rapports en provenance des États-Unis ont établi que le pays perd environ 20 millions de dollars annuellement en raison de la tremblante.

La réduction et l'élimination de la tremblante du Canada réduira, ou préviendra également la destruction de troupeaux atteints de la tremblante, ce qui s'avère dispendieux et qui présente des inquiétudes pour le bien-être des animaux du secteur du bétail canadien ainsi que pour le public.

Le financement pour ce projet provient du programme Agri-flexibilité d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). Les opinions exprimées dans ce document sont celles de la FCM et ne reflètent pas forcément la position d'AAC.

Cultivons l'avenir 



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada